

APRES LE BOMBARDEMENT DE SAKIET: LES ASSASSINS SONT SEULS AU MONDE...

Le 5 février, entre 11 heures et midi, vingt-cinq avions français survolaient en trois vagues successives le village tunisien de Sakiet Sidi Youssef et l'arrosaient de bombes.

Le lendemain l'état-major d'Alger annonçait sur un ton claironnant de victoire: «*Notre aviation a brillamment rempli sa mission. Seuls les objectifs militaires ont été visés et détruits*». A quoi faisait écho une fracassante proclamation du baroudeur de salons mondains Chabans-Delmas: «*A Sakiet, nous avons écrasé un nid de rebelles et d'assassins*».

A la même heure, les diplomates internationaux et les journalistes de la presse mondiale, conviés par les autorités tunisiennes, se promenaient dans les ruines de Sakiet et contemplaient les «*objectifs militaires*» écrasés sous les bombes: des maisons d'habitation, les écoles, l'infirmierie, les camions de la Croix-Rouge; dénombraient les «*rebelles et les assassins*» massacrés: quatre-vingt-cinq morts parmi lesquels des femmes et une vingtaine d'enfants.

Alors, à Alger comme à Paris, le drame sanglant s'enrobait dans une bouffonnerie sans mesure. Contre toute évidence, contre les témoignages unanimes, l'état-major confirmait sa version: seuls, les objectifs militaires avaient été détruits; le village était intact aux neuf dixièmes «*ainsi que le prouvaient irréfutablement les photographies aériennes*»! Robert Lacoste, l'homme de toutes les pitreries, ce pauvre hère, sans envergure, sans rein et sans conscience, s'indignait de la présence «*insolite*» des journalistes à Sakiet et couvrait l'opération pour laquelle, vraisemblablement, il n'avait pas été plus consulté qu'il ne l'avait été pour l'arraisonnement et la capture de l'avion de Ben Bella!

A Paris, la stupeur, la confusion et le désarroi atteignaient les plus hautes cimes. Christian Pineau, cet autre faisant du socialisme, que d'aucuns affirment être ministre des Affaires Etrangères, s'indignait devant un journaliste américain de la «*tragique erreur*» de Sakiet, puis, le lendemain, sans nul souci de se couvrir de ridicule, démentait allègrement ses propos de la veille!

A Londres, devant l'*Internationale Socialiste*, Guy Mollet, l'homme du bombardement de Port-Saïd, condamnait le bombardement de Sakiet - ce qui ne l'empêchait nullement de voter la confiance au gouvernement Gaillard, moralement responsable de ce crime!

Au Palais-Bourbon, trois cent trente-cinq députés, parmi lesquels tous les socialistes, y compris les minoritaires, approuvaient le Guernica tunisien et passaient à l'ordre du jour.

Une fois de plus, l'étouffoir parlementaire avait fonctionné. Sans succès cependant, car le crime dépassait la mesure: devant le monde entier enfin alerté, quatre-vingt-cinq victimes innocentes l'accusaient. Et il sera plus difficile à leurs assassins d'escamoter leurs cadavres qu'ils le firent de celui du malheureux Audin.

En allant porter la «*pacification*» au-delà de la frontière, les militaires ont provoqué un événement que les politiques voulaient éviter à tout prix: l'internationalisation de la guerre d'Algérie. C'est maintenant un fait accompli: le raid sauvage a non seulement détruit un village tunisien, mais aussi fait éclater la conspiration du silence dont les alliés de la France enveloppaient ses crimes colonialistes.

Ce qui était encore possible hier, ne le sera plus demain.

D'un bout à l'autre du monde, la Conscience révoltée instaure un tribunal où la France prend place au banc d'infamie. Les délirantes invectives des nationalistes à la Pineau ne pourront plus camoufler la vérité, ni esquiver la condamnation.

Surgissant du drame, de nouvelles lignes de force se dessinent, faisant évanouir les équivoques - et obligeant les uns comme les autres à de claires prises de position.

Ainsi, l'Amérique se trouve devant un choix tragique: ou persister à soutenir, malgré une opinion publique de plus en plus hostile, l'impossible aventure colonialiste de son alliée atlantique - avec, comme conséquence, le risque de voir l'Afrique tout entière se détourner de l'Occident et basculer sous l'influence soviétique; ou couper brutalement les vivres à la France - avec la perspective de voir celle-ci sombrer dans un gâchis politique, un chaos économique et une débâcle financière dont le résultat sera de désarticuler toute la stratégie militaire américaine en Europe. Les «bons offices» ne sont pas autre chose qu'une tentative désespérée pour échapper à ce choix.

En Tunisie, le pro-occidental Bourguiba est lui-même acculé au mur: ou il obtiendra que le «monde libre» impose à la France une renonciation complète de ses visées colonialistes, ou il sera balayé par une opposition grandissante pro-nasseréenne.

Au Maroc, le Sultan est contraint de sortir de la prudente réserve où il se confinait. S'il veut se maintenir, il devra aligner les revendications marocaines sur celles des nationalistes tunisiens, notamment en ce qui concerne l'évacuation des troupes françaises.

En Algérie même, le F.L.N. apparaît bien être le seul bénéficiaire du haut fait d'armes de l'aviation française. En soulevant la réprobation unanime par de barbares représailles, les imbéciles auteurs du raid ont considérablement élargi l'audience mondiale de leurs adversaires. De sorte que, malgré les rodomontades officielles, malgré toutes les «lignes Morice», les «verrouillages de frontière» et les «zones interdites», le maquis algérien est assuré de recevoir en quantité toujours croissante les armes, munitions et équipements dont il a besoin.

Enfin, devant l'explosion de folie furieuse militaro-colonialiste en Algérie, l'Afrique Noire «française» prend ses distances en prenant conscience d'elle-même et revendique le droit à une existence libre, prélude à des revendications plus précises d'indépendance totale: avant même qu'elle fût appliquée, la fameuse loi-cadre Defferre est dépassée.

Ainsi, inexorablement, la tragédie avance vers son dénouement inévitable. Une échéance historique approche, que l'aveuglement criminel d'une poignée de pitres politiques n'aura fait que retarder - et à quel prix - de quelques années: la liquidation du dernier empire colonial des Temps Modernes.

Sans doute, les crimes du colonialisme ont-ils été de toutes les époques. Mais le bombardement de Sakiet aura de moins eu ce mérite de les faire sortir de l'ombre, d'arracher le masque mensonger des prétendus «civilisateurs» et de les faire apparaître tels qu'ils n'ont jamais cessé d'être: des racistes hystériques aux mains engluées de sang.

Le voile est levé.

Ni dans le monde, ni, surtout, en France, nul ne pourra plus invoquer l'excuse de l'ignorance. CEUX QUI, AUJOURD'HUI, SE TAISENT ENCORE SE FONT LES COMPLICES DES ASSASSINS.

Le 8 février, à Sakiet Sidi Youssef, en écrasant sous les décombres de leurs maisons des dizaines de femmes et d'enfants, les bombes françaises ont non seulement ouvert des tombes, mais aussi le dossier des crimes du colonialisme français. Il n'est plus au pouvoir de personne de le refermer. Des morts, d'innombrables morts vont surgir de l'ombre où leurs bourreaux avaient cru définitivement les ensevelir et accuser à leur tour en ajoutant leurs noms sur l'interminable martyrologe.

Il y a plus d'une année, la sauvage ruée des tanks russes sur Budapest avait détourné l'attention du monde du sauvage bombardement de Port-Saïd.

Rien de tel aujourd'hui.

Les assassins de Sakiet sont seuls au monde!

Maurice FAYOLLE.
